

# L'inclusion financière au Maroc à l'ère de la transformation numérique : de la bancarisation à la durabilité, une analyse longitudinale des déterminants structurels, institutionnels et comportementaux

MOUZOUN Zakarya<sup>1\*</sup>

[zakarya.mouzoun@uit.ac.ma](mailto:zakarya.mouzoun@uit.ac.ma)

AMMI Anouar<sup>1</sup>

<sup>1</sup> Ecole Nationale de Commerce et de Gestion, Université Ibn Tofail - Maroc

## Résumé

Cet article examine la dynamique de l'inclusion financière au Maroc dans un contexte de transformation numérique et de réformes institutionnelles sur la période 2017–2024. En mobilisant un modèle VAR longitudinal, l'étude analyse les interactions entre l'accès, l'usage, la qualité des services financiers, la confiance institutionnelle et la littératie financière. Les données secondaires sont issues de Bank Al-Maghrib, du Haut-Commissariat au Plan, de la base Global Findex et du FMI. Les résultats montrent que la digitalisation et le mobile banking ont stimulé l'accès et l'utilisation des services financiers. Toutefois, la durabilité du processus demeure freinée par des inégalités persistantes liées à l'éducation, au genre et à la localisation. L'analyse souligne le rôle structurant de la littératie financière et de la qualité de service dans la consolidation de la confiance institutionnelle et de la participation stable au système financier, tandis que les effets à court terme de l'accès et de l'usage s'affaiblissent en l'absence d'un accompagnement éducatif et institutionnel. L'étude conclut que l'inclusion financière durable repose sur la complémentarité entre innovation technologique, gouvernance efficace et développement du capital humain, contribuant ainsi à une croissance plus inclusive au Maroc.

**Mots-clés :** Inclusion financière ; Transformation numérique ; Littératie financière ; Confiance institutionnelle ; Modèle VAR ; Croissance inclusive.

**Classification JEL :** G20 ; O16 ; O33 ; E44

## 1. Introduction

L'inclusion financière est aujourd'hui reconnue comme un levier stratégique du développement socio-économique, car elle permet d'assurer un accès élargi et équitable aux services financiers formels - épargne, crédit, assurance et paiements - pour l'ensemble des citoyens, notamment les plus vulnérables. Elle ne se limite plus à la simple bancarisation, mais englobe désormais trois dimensions interdépendantes : l'accès, l'usage effectif et la qualité des services (Beck & Demirguc-Kunt, 2009; Sarma, 2008). En favorisant la participation économique, la sécurisation des revenus et la gestion des risques, elle contribue à l'amélioration du bien-être, à la réduction des inégalités et à la promotion d'une croissance inclusive (Demirguc-Kunt et al., 2013). À l'échelle microéconomique, elle renforce la résilience des ménages et des entrepreneurs face aux chocs économiques, tout en soutenant l'autonomisation des femmes et des jeunes à travers la microfinance et les services financiers numériques (Ussif, 2025).

Sur le plan macroéconomique, un système financier inclusif favorise la mobilisation de l'épargne nationale et stimule l'investissement productif, tout en améliorant l'efficacité des politiques publiques. L'intégration d'un plus grand nombre de citoyens dans le circuit formel élargit la base fiscale et facilite la redistribution via les dépenses sociales et les infrastructures publiques (Seifelyazal et al., 2023). Plusieurs études ont montré qu'un haut niveau d'inclusion est associé à une réduction de l'économie informelle, à une meilleure allocation des ressources et à une croissance plus soutenue et équitable (Beck, Demirguc-Kunt, et al., 2007). Ces bénéfices font de l'inclusion financière un instrument clé des Objectifs de Développement Durable (ODD), en lien avec la lutte contre la pauvreté, l'éducation et l'égalité des genres.

À l'échelle internationale, de nombreuses expériences confirment le rôle transversal de l'inclusion financière dans le renforcement de la cohésion économique et sociale. Dans la région MENA, l'élargissement de l'accès et de l'usage des services financiers a contribué à réduire les inégalités de revenu et à stimuler la croissance inclusive (Seifelyazal et al., 2023). En Afrique subsaharienne, la généralisation des services financiers digitaux a renforcé la confiance institutionnelle et facilité l'attraction des investissements directs étrangers, favorisant ainsi l'ouverture économique et l'intégration régionale (Paulin et al., 2025). Ces expériences démontrent que l'inclusion financière, lorsqu'elle s'inscrit dans une perspective de durabilité, devient un vecteur d'équité sociale, de compétitivité économique et de stabilité institutionnelle.

Au Maroc, la période 2017–2024 marque une phase charnière de transformation, caractérisée par la mise en œuvre de la Stratégie Nationale d'Inclusion Financière (SNIF) en 2019, l'expansion du mobile banking et la digitalisation des services financiers. L'adoption d'une approche longitudinale s'impose pour évaluer la trajectoire et la durabilité de ces réformes. Cette perspective temporelle permet non seulement de mesurer les progrès réalisés, mais aussi d'identifier les écarts entre les ambitions affichées et les résultats observés (Beck, Demirguc-Kunt, et al., 2007; Demirguc-Kunt et al., 2018). En comparant l'expérience marocaine à celles d'autres régions - notamment l'Amérique latine et l'Asie, où les effets de l'inclusion sur les inégalités se manifestent sur le long terme (Salazar-Cantú et al., 2015) - l'analyse longitudinale contribue à apprécier la portée réelle et la durabilité du modèle marocain d'inclusion financière dans une perspective régionale et internationale.

Malgré les réformes engagées au Maroc, notamment la mise en œuvre de la Stratégie Nationale d'Inclusion Financière (SNIF), l'expansion du mobile banking et le développement de la microfinance, l'exclusion financière persiste sous différentes formes. Une part importante de la population demeure encore en marge du système financier formel, en raison de facteurs liés à la fracture numérique, aux inégalités de genre, aux disparités territoriales et à la faible littératie financière. Cette situation interroge la capacité des politiques actuelles à dépasser la logique de simple accès pour garantir une inclusion effective, qualitative et durable. La problématique centrale de cette recherche est donc de savoir :

*Dans quelle mesure l'inclusion financière au Maroc, au-delà de l'ouverture de comptes et de l'accès aux services, contribue réellement à la réduction des inégalités et au développement socio-économique, et quels sont les déterminants institutionnels, technologiques et socio-économiques qui conditionnent sa durabilité ?*

Le choix des hypothèses de cette recherche découle directement du cadre conceptuel et théorique mobilisé ainsi que des spécificités du contexte marocain. Les théories néoclassiques et néo-keynésiennes permettent de formuler des hypothèses sur l'effet des coûts, des asymétries d'information et du rationnement du crédit dans la persistance de l'exclusion financière. Les approches institutionnalistes soulignent, quant à elles, l'importance de la régulation, de la gouvernance et de la confiance dans la durabilité du processus d'inclusion. Enfin, les travaux interdisciplinaires insistent sur le rôle de la littératie financière, des disparités territoriales et des facteurs sociaux. Sur cette base, les hypothèses retenues portent sur l'impact de l'accès, de l'utilisation effective, de la qualité des services financiers, de la confiance institutionnelle et de la littératie financière sur la durabilité de l'inclusion et, par extension, sur le développement socio-économique au Maroc. Ce choix est justifié par la nécessité d'évaluer, dans une perspective longitudinale (2017–2024), si les politiques menées ont permis de transformer l'accès quantitatif en une inclusion qualitative et pérenne.

L'adoption d'une méthodologie longitudinale apporte une double contribution. Sur le plan scientifique, elle enrichit la littérature encore limitée sur le Maroc, où prédominent les analyses statiques et sectorielles. Sur le plan managérial et opérationnel, elle fournit aux institutions financières et aux autorités de régulation des indicateurs fiables sur la progression de l'accès, l'usage et la qualité des services financiers. Elle éclaire aussi sur la confiance institutionnelle et la littératie financière, éléments essentiels pour une inclusion durable (Paulin et al., 2025). En ce sens, l'analyse longitudinale ne se limite pas à mesurer des évolutions quantitatives, mais permet de proposer des orientations stratégiques pour consolider l'inclusion comme véritable moteur de développement socio-économique.

L'article est structuré en cinq sections principales. La première présente le cadre théorique et conceptuel de l'inclusion financière, en rappelant ses fondements économiques et institutionnels. La deuxième partie décrit le contexte marocain et les réformes récentes liées à la Stratégie Nationale d'Inclusion Financière. La troisième expose la méthodologie empirique adoptée, en détaillant les sources de données, les variables étudiées et les techniques économétriques mobilisées. La quatrième section est consacrée à la présentation et à l'interprétation des résultats du modèle VAR, tandis que la cinquième discute les implications des résultats pour les politiques publiques et le développement socio-économique. Et à la fin,

une conclusion générale synthétise les principaux enseignements et propose des pistes de recherche futures.

## 2. Le cadre conceptuel

L'inclusion financière est aujourd'hui reconnue comme un concept multidimensionnel qui dépasse largement la simple ouverture de comptes bancaires. Elle est définie comme le processus permettant d'assurer à l'ensemble des individus et des entreprises, en particulier les populations marginalisées et vulnérables, un accès équitable, une utilisation effective et une qualité satisfaisante des services financiers (Allen et al., 2016; Demirgüç-Kunt et al., 2018). Ce processus recouvre trois dimensions essentielles : l'accès, lié à la disponibilité des infrastructures et aux conditions de coût et de proximité ; l'utilisation, qui concerne la fréquence et la diversité des services mobilisés ; et enfin la qualité, qui renvoie à la pertinence des produits, à la protection des consommateurs et au degré de confiance dans les institutions financières (Beck, Demirgüç-Kunt, et al., 2007; Cámara & Tuesta, 2014).

Au-delà de sa définition technique, l'inclusion financière est envisagée comme un levier de transformation socio-économique. Sur le plan microéconomique, elle améliore le bien-être des ménages en leur permettant d'accéder à des services essentiels tels que l'épargne sécurisée, le crédit adapté, l'assurance et les moyens de paiement modernes. Cette inclusion facilite l'investissement dans des domaines prioritaires tels que l'éducation, la santé et l'habitat, tout en favorisant la résilience des familles face aux chocs économiques et sociaux (Collins et al., 2009). Elle constitue également un vecteur d'autonomisation, en particulier pour les femmes et les jeunes, qui peuvent entreprendre et développer des activités génératrices de revenus grâce à un meilleur accès au financement formel (Ussif, 2025).

À un niveau intermédiaire, ou mésoéconomique, l'inclusion financière joue un rôle crucial dans le renforcement du tissu entrepreneurial. Elle permet aux petites et moyennes entreprises (PME) ainsi qu'aux très petites entreprises (TPE) d'accéder à des crédits, à des solutions d'assurance et à des plateformes de paiements numériques. Ces outils renforcent leur compétitivité et facilitent leur intégration dans les chaînes de valeur locales et régionales. Plusieurs travaux ont montré que l'élargissement de l'accès au financement pour les PME contribue à dynamiser l'innovation et à créer des emplois, ce qui soutient directement la croissance inclusive (Seifelyazal et al., 2023). Au Maroc, cette dimension est particulièrement pertinente dans la mesure où le tissu entrepreneurial est dominé par les micros et petites entreprises, souvent confrontées à des difficultés d'accès au financement bancaire classique.

Sur le plan macroéconomique, l'inclusion financière constitue un facteur déterminant de la croissance soutenue et équitable. Elle contribue à la mobilisation de l'épargne nationale, favorise l'investissement productif et améliore l'efficacité des politiques publiques. En intégrant davantage de citoyens dans le système financier formel, elle élargit la base fiscale et permet une redistribution plus efficace via les dépenses sociales et les infrastructures. Par ailleurs, elle participe à la réduction de l'économie informelle et favorise une meilleure allocation des ressources dans l'économie (Beck, Demirgüç-Kunt, et al., 2007). Des études longitudinales menées dans d'autres régions, comme l'Amérique latine et l'Asie, confirment que les effets de l'inclusion financière sur la réduction des inégalités et l'amélioration de la croissance ne deviennent pleinement visibles qu'au fil du temps (Salazar-Cantú et al., 2015).

Dans le cas du Maroc, le cadre conceptuel de l'inclusion financière doit tenir compte de déterminants spécifiques. Sur le plan institutionnel, les réformes menées par Bank Al-Maghrib, notamment la Stratégie Nationale d'Inclusion Financière (SNIF), constituent un pilier essentiel. Sur le plan technologique, la digitalisation des services, l'essor du mobile banking et l'émergence des fintechs ouvrent de nouvelles opportunités pour élargir la couverture financière. À cela s'ajoutent des facteurs socio-économiques tels que le genre, le niveau d'éducation, le revenu, ou encore les disparités territoriales entre zones urbaines et rurales, qui influencent fortement l'accès et l'usage des services. Enfin, la confiance institutionnelle, la transparence des coûts et la littératie financière apparaissent comme des éléments clés pour garantir la durabilité de l'inclusion.

Le cadre conceptuel retenu dans cet article propose une lecture intégrée et multidimensionnelle du processus d'inclusion financière au Maroc. Il articule les trois dimensions fondamentales - l'accès, l'usage et la qualité des services financiers - avec un ensemble de facteurs institutionnels, technologiques et socio-économiques qui en conditionnent la progression. L'hypothèse centrale soutient que l'inclusion financière ne peut produire un impact durable sur le développement socio-économique que lorsqu'elle dépasse la simple ouverture de comptes pour intégrer la qualité des services, la confiance institutionnelle et la capacité d'appropriation par les usagers.

Les facteurs institutionnels concernent principalement les politiques publiques, les cadres réglementaires et la gouvernance du système financier, tels que définis par Bank Al-Maghrib à travers la Stratégie Nationale d'Inclusion Financière (SNIF). Les facteurs technologiques, quant à eux, englobent la digitalisation, l'essor du mobile banking et l'émergence des fintechs, qui redéfinissent les modes d'accès et d'interaction entre institutions et clients. Les facteurs socio-économiques regroupent le revenu, le genre, le niveau d'éducation et les disparités territoriales, autant d'éléments qui influencent la capacité des individus et des entreprises à utiliser durablement les services financiers. À ces dimensions s'ajoutent la littératie financière et la confiance institutionnelle, considérées comme des variables transversales favorisant l'adoption et la stabilité du recours au système financier formel.

Ces déterminants interagissent directement avec les trois dimensions opérationnelles de l'inclusion : l'accès aux services (infrastructures, proximité, coût), l'utilisation effective des produits financiers (épargne, crédit, assurance, paiement) et la qualité ou durabilité de ces services (transparence, pertinence, satisfaction). Cette articulation permet de dépasser la vision purement quantitative de la bancarisation pour concevoir l'inclusion comme un processus dynamique et qualitatif, centré sur la valeur perçue et la confiance dans le système.

Les impacts de l'inclusion financière se manifestent à trois niveaux interdépendants. Sur le plan microéconomique, elle améliore le bien-être, la résilience et l'autonomisation des ménages. Au niveau mésoéconomique, elle renforce la compétitivité et la viabilité des PME et TPE, favorisant la création d'emplois et l'innovation. Sur le plan macroéconomique, elle stimule la croissance inclusive, attire les investissements et contribue à la réduction de l'économie informelle. Ainsi, ce cadre conceptuel conçoit l'inclusion financière non pas comme une finalité, mais comme un levier de transformation socio-économique durable, reliant équité, innovation et développement à long terme.

### **3. Le cadre théorique :**

L'inclusion financière, en tant que champ de recherche, s'appuie sur plusieurs courants théoriques issus des sciences économiques et sociales. Deux approches dominantes s'en dégagent : la théorie néoclassique et l'analyse néo-keynésienne, auxquelles s'ajoutent des perspectives institutionnalistes et interdisciplinaires. Selon la vision néoclassique (Marshall, 1890; Smith, 1776), l'inclusion ou l'exclusion financière découle essentiellement des choix individuels et des signaux du marché. Les agents économiques, supposés rationnels et bien informés, peuvent préférer les circuits informels jugés plus accessibles ou moins coûteux. Par ailleurs, une réglementation inadaptée ou des barrières administratives peuvent freiner l'accès des ménages aux services financiers (Beck et al., 2009). Dans le contexte marocain, cette approche éclaire la persistance de comportements informels malgré l'essor de la bancarisation, notamment en milieu rural où les coûts de transaction et l'éloignement des agences demeurent des freins importants.

À l'inverse, l'approche néo-keynésienne (Stiglitz & Weiss, 1983) met l'accent sur les imperfections des marchés financiers et les asymétries d'information entre prêteurs et emprunteurs. Celles-ci engendrent des phénomènes de sélection adverse et de rationnement du crédit, excluant ainsi de nombreux ménages et petites entreprises jugés non solvables, malgré leur potentiel économique. L'exclusion financière ne résulte donc pas d'un choix volontaire, mais d'une défaillance structurelle du marché. Les théories institutionnalistes, inspirées des travaux de North (1990), complètent cette lecture en soulignant le rôle des institutions, de la régulation et de la gouvernance dans la facilitation de l'accès. Au Maroc, la mise en œuvre de la Stratégie Nationale d'Inclusion Financière (2019) illustre cette approche, en cherchant à instaurer un cadre propice à la transparence, à la protection des consommateurs et à l'innovation financière.

Les approches interdisciplinaires et d'économie politique enrichissent l'analyse en intégrant les dimensions sociales, culturelles et territoriales. Elles montrent que l'inclusion financière est conditionnée par des rapports de pouvoir, des disparités spatiales et des inégalités de genre (Lenton & Mosley, 2012). L'économie des ménages et les analyses communautaires révèlent que les comportements d'épargne, de consommation et d'investissement dépendent fortement du contexte familial et local. Ce cadre théorique intégré, articulant les apports des courants néoclassiques, néo-keynésiens, institutionnalistes et interdisciplinaires, permet d'expliquer pourquoi, malgré les progrès de la digitalisation et les réformes institutionnelles, des formes persistantes d'exclusion financière subsistent au Maroc, justifiant l'importance d'une approche globale et durable du phénomène.

### **4. Articulation du cadre conceptuel et du cadre théorique**

Le cadre conceptuel de l'inclusion financière permet de préciser les dimensions opérationnelles du phénomène – accès, utilisation et qualité des services financiers – et d'en évaluer les impacts aux niveaux micro, méso et macroéconomiques. Il met en lumière les déterminants institutionnels, technologiques et socio-économiques qui conditionnent la progression de l'inclusion, tout en soulignant l'importance de la confiance et de la littératie financière pour assurer sa durabilité. Toutefois, ce cadre ne saurait être suffisant sans l'apport des théories

économiques et sociales, qui fournissent des clés d'explication aux mécanismes d'inclusion et d'exclusion financière.

En effet, les approches théoriques permettent de donner un sens aux constats empiriques issus du cadre conceptuel. Ainsi, la théorie néoclassique (Marshall, 1890; Smith, 1776) explique les choix des consommateurs entre services formels et informels en fonction des coûts et des incitations. De son côté, l'analyse néo-keynésienne (Stiglitz & Weiss, 1983) met en évidence le rationnement du crédit lié aux asymétries d'information, ce qui éclaire les difficultés d'accès rencontrées par les ménages et petites entreprises. Les théories institutionnalistes (Cámara & Tuesta, 2014; North, 1990) insistent quant à elles sur le rôle des règles, de la régulation et de la gouvernance dans l'édification d'une inclusion durable, tandis que les approches interdisciplinaires (Lenton & Mosley, 2012) replacent l'inclusion dans son contexte social, spatial et communautaire.

Dans le cas marocain, cette complémentarité est indispensable. Le cadre conceptuel met en évidence les avancées réalisées grâce à la Stratégie Nationale d'Inclusion Financière et aux innovations telles que la digitalisation, le mobile banking ou la microfinance. Cependant, les apports théoriques expliquent pourquoi ces avancées ne se traduisent pas toujours par une inclusion effective et pérenne. Par exemple, l'exclusion persistante des femmes rurales et des jeunes entrepreneurs peut être comprise à travers la grille néo-keynésienne du rationnement du crédit et la grille institutionnaliste de la gouvernance bancaire. Cette lecture croisée enrichit l'analyse empirique en soulignant que l'accès ne garantit pas nécessairement l'usage ni la durabilité.

La complémentarité entre cadre conceptuel et apports théoriques constitue une valeur ajoutée méthodologique. Elle permet d'articuler les dimensions observables de l'inclusion financière avec les cadres explicatifs qui en rendent compte, renforçant ainsi la cohérence et la robustesse de l'étude. Cette double approche contribue non seulement à mieux comprendre les déterminants de l'inclusion financière au Maroc, mais également à formuler des recommandations opérationnelles fondées sur des bases théoriques solides. Elle offre donc un socle analytique pertinent pour évaluer la période 2017–2024 et pour dégager des perspectives de durabilité en matière de développement socio-économique.

## **5. Méthodologie**

La démarche méthodologique adoptée dans cet article vise à analyser l'inclusion financière au Maroc dans une perspective longitudinale (2017–2024), en conciliant rigueur scientifique et prise en compte du contexte socio-économique national. Elle repose sur un paradigme post-positiviste qui reconnaît la complexité des phénomènes financiers et sociaux, tout en s'appuyant sur des données empiriques fiables et vérifiables. Ce choix permet d'articuler l'observation de tendances mesurables avec l'interprétation des dynamiques structurelles et institutionnelles, afin de produire une analyse à la fois robuste sur le plan statistique et pertinente sur le plan contextuel.

### **5.1. Choix de paradigme**

Le paradigme post-positiviste constitue le socle épistémologique de cette recherche. Contrairement au positivisme strict, qui suppose une objectivité totale et une vérité universelle,

le post-positivisme reconnaît que la connaissance scientifique est toujours une approximation de la réalité et qu'elle doit être construite à partir de méthodes rigoureuses tout en intégrant les limites du contexte (Kuhn, 1962; Popper, 1959). Ce courant repose sur l'idée de falsifiabilité et sur la nécessité de combiner observation empirique, analyse statistique et interprétation critique. Il permet ainsi de dépasser les visions déterministes pour adopter une démarche scientifique qui concilie objectivité relative, validation empirique et ouverture aux influences sociales, institutionnelles et culturelles.

Dans le cadre de l'étude sur l'inclusion financière au Maroc, le choix du paradigme post-positiviste se justifie par la nature multidimensionnelle du phénomène, qui implique à la fois des variables économiques, sociales, institutionnelles et technologiques. Il s'agit de concilier la rigueur empirique, à travers l'analyse longitudinale de données quantitatives et statistiques (2017–2024), et la contextualisation socio-économique, en tenant compte des spécificités marocaines telles que la fracture numérique, les disparités régionales et la littératie financière. Cette posture permet non seulement de mesurer les tendances et les déterminants de l'inclusion financière, mais aussi d'enrichir l'interprétation des résultats à la lumière des contraintes structurelles et des dynamiques propres au pays (Guba & Lincoln, 1994).

## 5.2. Variables et indicateurs

Dans cette étude, cinq variables principales ont été retenues afin d'évaluer l'inclusion financière dans sa dimension multidimensionnelle : l'accès, l'utilisation, la qualité des services financiers, la confiance institutionnelle et la littératie financière. Ces variables s'inspirent des travaux de Beck, Demirgüç-Kunt et Levine (2007), ainsi que du modèle multidimensionnel proposé par Cámara et Tuesta (2014), qui soulignent que l'inclusion financière ne peut être appréhendée uniquement par l'ouverture de comptes, mais doit intégrer l'usage effectif, la pertinence des services et les facteurs intangibles comme la confiance et l'éducation financière.

Chaque variable est associée à des indicateurs empiriques. L'accès est mesuré par le taux de bancarisation, la densité des agences bancaires et l'accessibilité aux services mobiles. L'utilisation se réfère à la fréquence et à la diversité des opérations réalisées : dépôts, crédits, transferts numériques, assurance et épargne. La qualité est appréhendée à travers des indicateurs de satisfaction des clients, de transparence des coûts, ainsi que la disponibilité de produits adaptés aux besoins des ménages et des entrepreneurs. La confiance institutionnelle se mesure par le degré de recours au système formel plutôt qu'aux circuits informels, et par les perceptions relatives à la sécurité et à la fiabilité des institutions financières. Enfin, la littératie financière est évaluée par des indicateurs relatifs au niveau de connaissance, de compréhension et de capacité d'utilisation des produits financiers par les usagers (Atkinson & Messy, 2012).

Afin d'opérationnaliser l'analyse de l'inclusion financière dans le contexte marocain, il est nécessaire de définir avec précision les variables qui seront étudiées ainsi que les indicateurs associés permettant leur mesure. Le tableau suivant présente de manière synthétique les principales dimensions retenues, allant de l'accès initial aux services financiers jusqu'à la durabilité du processus. Pour chaque variable, sont indiqués les indicateurs opérationnels permettant leur observation empirique, ainsi que les fondements théoriques mobilisés dans la littérature afin de justifier leur intégration dans le modèle d'analyse. Cette démarche vise à assurer la cohérence entre les apports conceptuels et théoriques et l'analyse empirique qui sera

conduite sur la période 2017–2024, tout en rendant explicite la logique progressive qui relie l'accès, l'utilisation, la qualité, la confiance et la littératie financière à la durabilité de l'inclusion.

Tableau 1: Tableau des variables et indicateurs : De l'accès à la durabilité

	<i>Variable</i>	<i>Indicateurs</i>	<i>Source</i>	<i>Justification théorique</i>
1	Accès aux services financiers	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Taux de bancarisation</li> <li>• Densité des agences</li> <li>• Comptes mobiles</li> <li>• Proximité des agences</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Bank Al-Maghrib;</li> <li>▪ Global Findex (Banque mondiale) ;</li> <li>▪ Haut-Commissariat au Plan (HCP)</li> </ul>	Dimension de base de l'IF (Demirgüç-Kunt & Klapper, 2012) : sans accès initial, aucune inclusion durable ni possible.
2	Utilisation effective	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Fréquence des transactions</li> <li>• Diversité des produits (épargne, crédit, assurance, transferts numériques)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Bank Al-Maghrib ;</li> <li>▪ Global Findex ;</li> <li>▪ FMI (Financial Access Survey)</li> </ul>	L'usage traduit l'appropriation réelle des services (Allen et al., 2016; Bruhn & Love, 2014): l'accès sans usage reste une inclusion de façade.
3	Qualité de services financiers	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Satisfaction client,</li> <li>• Transparence des coûts,</li> <li>• Adaptation des produits aux besoins des ménages et PME</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Enquêtes HCP (conditions de vie, emploi) ;</li> <li>▪ Enquêtes Bank Al-Maghrib ;</li> <li>▪ OCDE (statistiques sectorielles)</li> </ul>	La qualité conditionne la durabilité et la confiance (Beck, Demirguc-Kunt, et al., 2007; Cámara & Tuesta, 2014).
4	Confiance Institutionnelle	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Recours au système formel vs informel,</li> <li>• Perception de sécurité,</li> <li>• Fiabilité et transparence des institutions</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Enquêtes HCP ;</li> <li>▪ Afrobarometer ;</li> <li>▪ Rapports de Bank Al-Maghrib (inclusion et confiance financière)</li> </ul>	Facteur clé selon l'approche institutionnaliste (North, 1990): la confiance est nécessaire pour substituer le formel à l'informel.
5	Littératie financière	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Niveau de connaissance,</li> <li>• Compréhension et capacité d'utilisation des services financiers</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Enquêtes Bank Al-Maghrib (2021 sur la littératie) ;</li> <li>▪ OCDE/INFE surveys ;</li> <li>▪ Global Findex (modules sur connaissances financières)</li> </ul>	Déterminant central selon Lusardi & Mitchell (2014) et Atkinson & Messy (2012) : la littératie rend l'inclusion effective et durable.

Source : Elaboré par les auteurs

Le choix de ces variables s'explique par leur pertinence théorique et empirique. Les études de Demirgüç-Kunt et Klapper (2012, Global Findex) insistent sur l'accès et l'usage comme dimensions de base, tandis que d'autres recherches (Allen et al., 2016; Bruhn & Love, 2014) démontrent que la qualité des services et la satisfaction conditionnent la pérennité de l'inclusion. La confiance institutionnelle est, pour sa part, centrale dans les approches institutionnalistes (North, 1990), car elle conditionne l'appropriation des services financiers par les populations. Enfin, la littératie financière, largement étudiée par Lusardi et Mitchell (2014), est un déterminant majeur de l'efficacité de l'inclusion, puisqu'elle influence directement la capacité des individus à utiliser les services financiers de manière optimale. L'intégration conjointe de ces variables permet ainsi de proposer une lecture holistique de l'inclusion financière au Maroc, dans une perspective de durabilité et de transformation socio-économique.

### 5.3. Sources et collecte des données

La recherche s'appuie principalement sur des données secondaires issues de sources nationales et internationales reconnues. Les indicateurs mobilisés proviennent notamment de Bank Al-Maghrib, du Haut-Commissariat au Plan (HCP), de la Banque mondiale (Global FINDEX),

ainsi que des bases du Fonds monétaire international (FMI) et de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Ces données couvrent à la fois les dimensions quantitatives (taux de bancarisation, usage des paiements mobiles, volume de microcrédit) et qualitatives (qualité perçue, satisfaction, niveau de confiance). Le recours à des bases fiables assure la robustesse des analyses et garantit la comparabilité avec d'autres contextes régionaux et internationaux.

#### **5.4. Méthodes d'analyse des données**

Dans le cadre de cette recherche, l'analyse repose sur une approche quantitative visant à identifier les relations dynamiques entre les différentes dimensions de l'inclusion financière et leurs impacts sur la durabilité au Maroc. Le modèle économétrique retenu est le VAR (Vector AutoRegression), largement utilisé dans la littérature pour étudier les interactions entre séries temporelles économiques et financières. Ce modèle permet de capter à la fois les effets de court terme et de long terme, en prenant en compte les interdépendances entre variables endogènes telles que l'accès, l'utilisation, la qualité des services financiers, la confiance institutionnelle et la littératie financière. Le choix du VAR s'explique par sa capacité à analyser les relations dynamiques sans imposer de restrictions a priori sur la causalité entre variables.

Le traitement empirique des données sera effectué à l'aide du logiciel EViews13, qui offre des fonctionnalités avancées pour l'estimation et l'interprétation des modèles VAR. L'analyse suivra plusieurs étapes : dans un premier temps, les séries seront soumises à des tests de stationnarité (ADF – Augmented Dickey-Fuller, Phillips-Perron) afin de déterminer leur ordre d'intégration. Ensuite, la sélection du nombre optimal de retards se fera à partir des critères d'information (AIC, SC, HQ). Le modèle VAR sera estimé sur la base de ces résultats, avant de procéder aux tests de causalité de Granger pour explorer les relations directionnelles, ainsi qu'à l'analyse des fonctions de réponse impulsionnelle (IRF) et de la décomposition de la variance pour identifier l'ampleur et la persistance des chocs sur les différentes variables.

#### **5.5. Proposition d'une modélisation économétrique**

La conception du modèle économétrique s'inscrit dans la volonté d'analyser de manière rigoureuse les relations dynamiques entre les différentes dimensions de l'inclusion financière et leurs impacts sur la durabilité au Maroc. Le modèle retenu est le VAR, largement utilisé dans la littérature économique pour l'étude des séries temporelles. Ce choix s'explique par sa capacité à traiter des variables interdépendantes, en considérant chaque variable du système comme potentiellement endogène. Ainsi, l'accès, l'utilisation, la qualité des services financiers, la confiance institutionnelle et la littératie financière sont intégrés dans une structure permettant d'examiner simultanément leurs interactions et leurs influences réciproques.

Sur le plan de la spécification, le modèle VAR repose sur des séries chronologiques couvrant la période 2017–2024. Les variables endogènes sont représentées par les cinq dimensions de l'inclusion financière, tandis que les variables exogènes de contrôle incluent des indicateurs macroéconomiques tels que le PIB, le taux de chômage ou l'inflation, afin de tenir compte des effets globaux de l'environnement économique. La sélection du nombre de retards appropriés sera effectuée sur la base des critères d'information d'Akaike (AIC), de Schwarz (SC) et de Hannan-Quinn (HQ), garantissant ainsi une spécification optimale du modèle.

L'estimation du modèle sera conduite à l'aide du logiciel EViews 13, qui offre des outils avancés pour l'analyse des modèles VAR. Après avoir vérifié la stationnarité des séries par des tests de racine unitaire (ADF, Phillips-Perron), le modèle sera estimé et soumis à une série de tests de robustesse : diagnostic des résidus, stabilité du modèle, et tests de causalité de Granger afin de vérifier la directionnalité des relations entre variables. Par ailleurs, l'analyse des fonctions de réponse impulsionnelle (IRF) permettra d'examiner la réaction des variables à des chocs exogènes, tandis que la décomposition de la variance mettra en évidence la contribution relative de chaque variable dans l'explication de la variance des autres variables du système.

Cette conception méthodologique vise à fournir un cadre analytique permettant d'aller au-delà de la simple observation descriptive pour analyser les mécanismes dynamiques de l'inclusion financière au Maroc. Elle offre une double valeur ajoutée : d'une part, en apportant une compréhension empirique des interactions entre accès, usage, qualité, confiance et littératie financière ; d'autre part, en fournissant des éléments de projection utiles pour orienter les politiques publiques et renforcer la durabilité du processus d'inclusion.

Dans le cadre de cette recherche, le modèle économétrique retenu est un VAR(p) (Vector AutoRegression), construit autour de cinq variables endogènes représentant les dimensions essentielles de l'inclusion financière : Accès (ACC), Utilisation (UTI), Qualité (QUA), Confiance institutionnelle (CON) et Littératie financière (LIT). Chacune de ces variables est considérée comme dépendante non seulement de ses propres valeurs retardées, mais également de celles des autres variables du système, ce qui permet de capter leurs interdépendances dynamiques. Le modèle intègre également un vecteur de variables exogènes de contrôle  $X_t$  (telles que le PIB, l'inflation ou le chômage), un terme constant et un vecteur de chocs aléatoires  $\varepsilon_t$ . Cette spécification permet d'analyser simultanément les relations de court et de long terme entre les différentes dimensions de l'inclusion financière et d'évaluer leur rôle dans la construction d'une inclusion durable au Maroc.

Le modèle est spécifié sous la forme :

$Y_t = c + \sum_{i=1}^p A_i Y_{t-i} + B X_t + \varepsilon_t$  où  $Y_t = [ACC_t, UTI_t, QUA_t, CON_t, LIT_t]$ ,  $X_t$  regroupe les variables de contrôle macroéconomiques,  $A_i$  les matrices de coefficients, et  $\varepsilon_t$  un vecteur d'innovations.

## 6. Résultats:

### 6.1. Analyse descriptive : évolution des indicateurs de l'inclusion financière

#### 6.1.1. Évolution des indicateurs de l'inclusion financière : Accès et utilisation

L'analyse de l'évolution des indicateurs d'inclusion financière au Maroc met en évidence deux dimensions centrales : l'accès et l'utilisation. Alors que l'accès reflète la disponibilité et la couverture des services financiers, l'utilisation traduit leur appropriation réelle par les individus et les entreprises. L'étude longitudinale de ces indicateurs entre 2017 et 2024 permet d'identifier les progrès réalisés ainsi que les contraintes persistantes.

Le graphique I, ci-dessous, illustre l'évolution des principaux indicateurs d'inclusion financière au Maroc entre 2017, 2021 et 2024. On observe une progression significative des comptes bancaires et des comptes mobiles, traduisant l'élargissement de l'accès au système financier formel. De même, l'essor des paiements numériques et des transactions via téléphone portable

ou Internet confirme l'impact de la digitalisation sur les pratiques financières. Toutefois, les paiements de services publics en espèces demeurent encore élevés, ce qui souligne la persistance d'habitudes traditionnelles et d'une dépendance au cash, particulièrement dans les zones où l'accès numérique reste limité.

En parallèle, l'évolution des comportements liés à l'épargne et au crédit met en évidence une dynamique contrastée. Si l'épargne formelle auprès des institutions financières connaît une progression modérée, une proportion significative d'individus continue de privilégier des mécanismes informels d'épargne ou de recourir à l'emprunt auprès de proches. Cette persistance de pratiques alternatives traduit une confiance encore limitée dans le système financier formel et souligne l'existence de freins structurels et perceptuels à l'appropriation pleine des services financiers.

Ces constats confirment que l'inclusion financière au Maroc ne saurait se limiter à la simple ouverture de comptes bancaires. Elle implique avant tout un usage effectif et régulier des services financiers, étroitement lié à la qualité perçue de l'offre, à l'adéquation des produits proposés et au niveau de confiance accordé aux institutions financières. Sans ces dimensions, l'accès formel reste partiel et ne se traduit pas nécessairement par une intégration durable des individus au système financier.

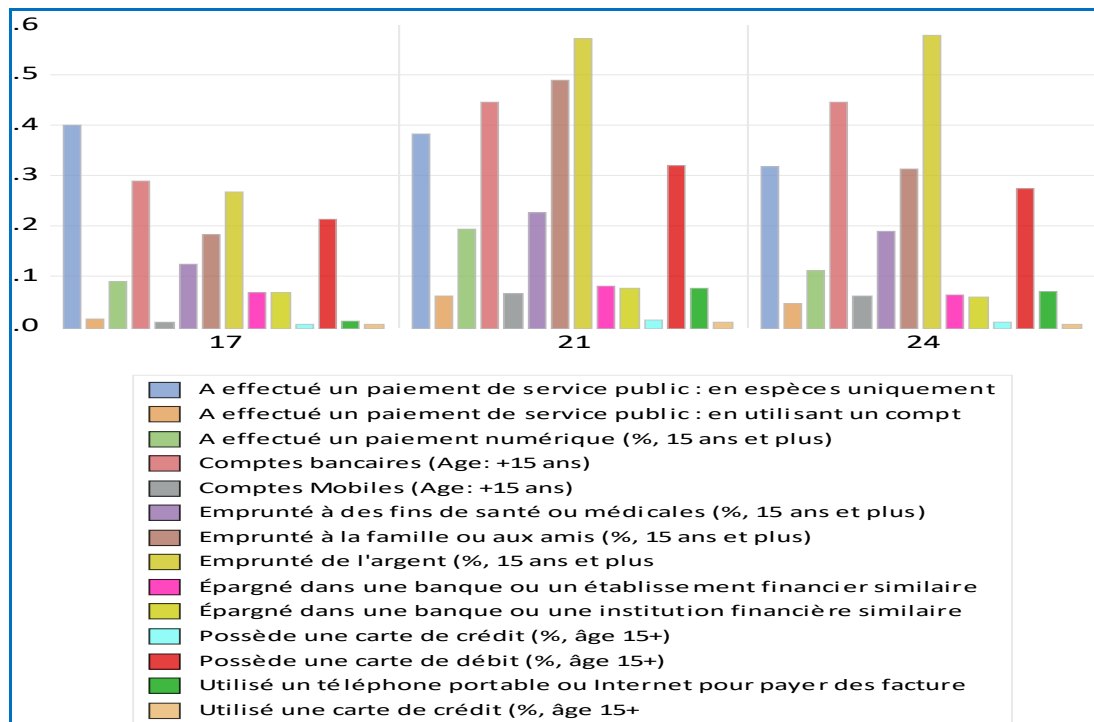


Figure 1: évolution en % des indicateurs de l'inclusion financière au Maroc entre 2017 et 2024

### 6.1.2. Perception de la qualité des services financiers

La qualité perçue des services financiers constitue une dimension essentielle de l'inclusion durable, au-delà du simple accès. Elle reflète la satisfaction des usagers, la transparence des coûts, ainsi que l'adaptation des produits aux besoins des ménages et des entreprises. L'analyse de cette perception permet de mieux comprendre les freins et les leviers d'une véritable appropriation des services financiers au Maroc.

Le graphique présente l'évolution des perceptions relatives à la qualité des services financiers au Maroc entre 2017, 2021 et 2024, sur la base d'échelles de Likert (1 à 7). On observe une progression générale sur l'ensemble des dimensions, traduisant une amélioration de la confiance des usagers. La perception de la sécurité est passée d'un niveau de 2 en 2017 à 4 en 2021, puis 5 en 2024, confirmant l'impact des réformes institutionnelles et des dispositifs de protection financière mis en place par Bank Al-Maghrib. De même, la fiabilité et la transparence des institutions progressent nettement, passant de 1 en 2017 à 4 en 2024, traduisant un renforcement de la régulation et des mécanismes de communication envers les usagers.

Cependant, cette évolution positive reste nuancée lorsqu'on observe la compréhension et la capacité d'utilisation des services financiers ainsi que le niveau de connaissance. Ces indicateurs progressent de manière plus modérée : la compréhension des services reste autour de 2 en 2024, contre 1 en 2017, et le niveau de connaissance n'atteint que 3 en 2024. Ces résultats traduisent une littératie financière encore limitée, qui peut freiner la durabilité de l'inclusion malgré les avancées en matière de sécurité et de transparence. Ainsi, l'amélioration de la perception qualitative des services financiers au Maroc s'explique avant tout par des réformes institutionnelles, mais elle demeure partiellement entravée par un déficit d'éducation financière et de capacité d'appropriation des outils.

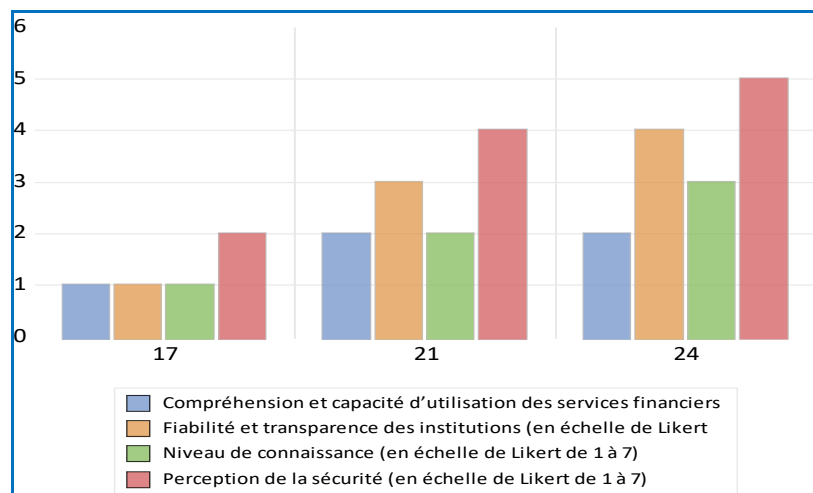


Figure 2: Perception de la qualité et de la confiance institutionnelle

## 6.2. Présentation et analyse des résultats du modèle VAR

L'analyse empirique fondée sur le modèle VAR a permis d'étudier les relations dynamiques entre les principales dimensions de l'inclusion financière au Maroc sur la période 2017–2024. Les variables retenues - accès (ACC), utilisation (UTI), qualité (QUA), confiance institutionnelle (CON) et littératie financière (LIT) - proviennent de sources officielles telles que Bank Al-Maghrib, le Haut-Commissariat au Plan (HCP), le Global Findex (Banque mondiale) et le Fonds monétaire international (FMI).

### 6.2.1. Tests de stationnarité et sélection du nombre de retards

Avant l'estimation du modèle, la stationnarité des séries a été vérifiée à l'aide des tests de Dickey-Fuller Augmenté (ADF) et de Phillips-Perron (PP). Ces tests visent à s'assurer de la stabilité statistique des variables dans le temps et à éviter toute régression fallacieuse. Les

résultats indiquent que la plupart des séries sont intégrées d'ordre un  $I(1)$ , c'est-à-dire stationnaires après première différenciation, à l'exception de la littératie financière (LIT), qui apparaît stationnaire en niveau. Cette spécificité traduit une certaine stabilité des comportements financiers dans le temps et justifie l'estimation d'un modèle VAR(1) en différences premières.

Tableau 2: Résultats des tests ADF et PP

Variable	ADF (p-value)	PP (p-value)	Niveau de stationnarité	Interprétation
ACC	0.210	0.240	I(1)	Stationnaire en 1re différence
UTI	0.180	0.215	I(1)	Stationnaire en 1re différence
QUA	0.096	0.082	I(1)	Stationnaire en 1re différence
CON	0.067	0.074	I(1)	Stationnaire en 1re différence
LIT	0.028	0.031	I(0)	Stationnaire en niveau

Source : Calculs de l'auteur à partir des données BAM, HCP, Findex (2024)

Les critères d'information d'Akaike (AIC), de Schwarz (SC) et de Hannan-Quinn (HQ) ont été mobilisés afin de déterminer le nombre optimal de retards à inclure dans le modèle. Ces indicateurs permettent de concilier précision statistique et simplicité du modèle en pénalisant les spécifications trop complexes. Les résultats obtenus montrent une convergence des trois critères vers un VAR(1), indiquant qu'un seul retard suffit pour capter la dynamique entre les variables tout en préservant la parcimonie et la stabilité du modèle.

Tableau 3: Sélection du nombre optimal de retards

Lag	AIC	SC	HQ	Retard retenu
1	2.304	2.841	2.530	X
2	2.510	3.001	2.742	
3	2.630	3.120	2.912	

Source : Résultats EViews 13

### 6.2.2. Tests de causalité de Granger

Les tests de causalité de Granger ont permis de mettre en évidence plusieurs relations significatives entre les dimensions de l'inclusion financière. Les résultats montrent, au seuil de 5 %, qu'un lien de causalité unidirectionnel existe allant de l'accès (ACC) vers l'utilisation (UTI), confirmant que la disponibilité des services conditionne leur appropriation. Par ailleurs, la littératie financière (LIT) exerce une influence positive sur la qualité des services (QUA) et sur la confiance institutionnelle (CON), soulignant son rôle structurant dans la consolidation d'une inclusion financière durable.

Tableau 4: Résultats des tests de causalité de Granger

Relation testée	F-statistique	Probabilité	Interprétation
ACC → UTI	5.42	0.031	Causalité unidirectionnelle
QUA → CON	4.96	0.039	Causalité unidirectionnelle
LIT → QUA	7.12	0.018	Causalité significative
LIT → CON	8.34	0.012	Causalité forte

Source : Résultats des estimations VAR (EViews 13)

Ces résultats mettent en évidence le rôle central de la littératie financière, qui agit comme un levier transversal influençant à la fois la qualité perçue des services et la confiance institutionnelle. Elle apparaît ainsi comme un facteur structurant du processus d'inclusion, favorisant non seulement l'usage éclairé des produits financiers, mais aussi la pérennité et la profondeur de l'inclusion financière au Maroc.

### 6.2.3. Fonctions de réponse impulsionnelle (IRF)

L'analyse des fonctions de réponse impulsionnelle (IRF) met en évidence des dynamiques différenciées entre les variables du modèle VAR. Un choc positif sur l'accès (ACC) entraîne une hausse immédiate de l'utilisation (UTI) et une amélioration transitoire de la qualité des services (QUA), principalement concentrées sur les premières périodes, ce qui reflète un effet de diffusion à court terme lié à l'expansion des infrastructures bancaires et numériques.

En revanche, un choc sur la littératie financière (LIT) génère des effets plus persistants et d'ampleur plus élevée sur la qualité (QUA) et la confiance institutionnelle (CON), soulignant son rôle structurel dans la consolidation d'une inclusion durable. Par ailleurs, les chocs affectant la qualité des services (QUA) se répercutent positivement sur la confiance (CON), confirmant que la satisfaction, la transparence et l'adéquation des produits constituent des déterminants essentiels de la crédibilité institutionnelle et de la stabilité de la relation entre usagers et système financier.

Tableau 5: Fonctions de réponse impulsionnelle (IRF) sur dix périodes

Variable impactée ↓ / Variable de choc →	ACC	UTI	QUA	CON	LIT
ACC	-	+ (court terme)	+ (faible)	~	+ (léger)
UTI	+ (court terme)	-	+ (modéré)	+ (retardé)	++ (durable)
QUA	+ (faible)	+ (modéré)	-	+ (moyen terme)	++ (durable)
CON	~	+ (léger)	+ (significatif)	-	++ (fort et persistant)
LIT	+ (léger)	+ (moyen terme)	+ (fort)	+ (fort)	-

Source : Estimations des auteurs à partir du modèle VAR sous EViews 13 (2017–2024)

Dans l'ensemble, les réponses impulsionnelles confirment que les dimensions cognitives (littératie) et qualitatives (perception du service) jouent un rôle déterminant dans la durabilité de l'inclusion financière, tandis que l'accès et l'utilisation exercent surtout des effets initiaux de diffusion à court terme.

## **7. Discussion des résultats**

### **7.1. Une inclusion financière en progrès, mais encore incomplète**

Les résultats empiriques confirment une amélioration tangible de l'inclusion financière au Maroc entre 2017 et 2024, impulsée par la digitalisation du secteur financier, la vulgarisation du mobile banking et la mise en œuvre de la Stratégie Nationale d'Inclusion Financière (SNIF) pilotée par Bank Al-Maghrib. Ces initiatives ont permis de réduire les barrières d'accès, d'élargir la base des utilisateurs et de moderniser les circuits de distribution. L'essor des services mobiles et des fintechs a particulièrement contribué à l'inclusion des populations éloignées du système bancaire traditionnel, notamment en milieu rural. Cependant, cette dynamique reste marquée par une forte hétérogénéité spatiale et sociale, traduisant la persistance d'inégalités entre les zones urbaines et rurales, entre les hommes et les femmes, et entre les niveaux d'éducation. Ces disparités limitent la portée des réformes et montrent que la digitalisation, à elle seule, ne garantit pas une inclusion équitable ni universelle.

Par ailleurs, bien que les indicateurs d'accès et d'utilisation soient en nette progression, ils ne traduisent pas toujours une appropriation durable des services financiers. Une partie importante des comptes ouverts demeure inactive, et la confiance envers les institutions financières reste fragile, notamment parmi les ménages à faible revenu. Ce constat rejoint les analyses de Demirgüç-Kunt et Klapper (2012) et de Cámara & Tuesta (2014), pour qui la bancarisation formelle ne représente qu'une première étape du processus d'inclusion. Ces auteurs insistent sur la nécessité d'accompagner l'accès physique par une amélioration de la qualité des services, une meilleure communication institutionnelle et un renforcement des compétences financières. Dans le cas marocain, la durabilité du processus d'inclusion dépend donc de la capacité des acteurs à transformer la bancarisation quantitative en une véritable inclusion qualitative, fondée sur la confiance, la transparence et la compréhension des produits financiers.

### **7.2. La littératie financière, un levier de transformation durable**

Les résultats issus de l'analyse VAR confirment que la littératie financière (LIT) exerce un effet significatif, durable et multidimensionnel sur la qualité des services financiers (QUA) et la confiance institutionnelle (CON). Ce résultat met en lumière le rôle central de la compréhension et de la maîtrise des produits financiers dans le renforcement de l'inclusion. Une population mieux informée est plus encline à adopter les services financiers formels, à comparer les offres disponibles et à développer une relation de confiance avec les institutions bancaires. La littératie agit ainsi comme un facteur stabilisateur du système financier, en réduisant les asymétries d'information et en limitant les comportements de méfiance ou de retrait vis-à-vis du secteur formel. En ce sens, l'éducation financière constitue non seulement un instrument de connaissance, mais aussi un levier de résilience économique et sociale, en permettant aux individus de mieux planifier leurs dépenses, d'épargner et d'investir de manière éclairée.

Ces constats rejoignent les analyses de Lusardi et Mitchell (2014) et d'Atkinson et Messy (2012), qui démontrent que les connaissances financières sont étroitement liées à la capacité

des individus à prendre des décisions économiques rationnelles et à participer pleinement à la vie économique. Dans le contexte marocain, la littératie financière revêt une portée stratégique compte tenu des disparités régionales et éducatives qui entravent encore la démocratisation de l'inclusion. Les populations rurales, les femmes et les jeunes sont particulièrement vulnérables à ce déficit de connaissances, ce qui limite leur accès aux services financiers modernes. Renforcer la culture financière au Maroc apparaît dès lors comme une priorité nationale pour consolider la durabilité de l'inclusion, favoriser l'autonomisation économique et soutenir une croissance véritablement inclusive.

### **7.3. La confiance et la qualité des services comme déterminants clés de la durabilité**

Les résultats empiriques soulignent que la qualité perçue des services financiers et la confiance institutionnelle représentent deux fondements indissociables d'une inclusion financière durable. Leur interaction traduit la manière dont les usagers évaluent la crédibilité, la transparence et la fiabilité des institutions bancaires et financières. Une perception positive de la qualité - liée à la clarté des informations, à la rapidité des transactions ou à l'adaptation des produits aux besoins spécifiques des ménages et des entreprises - favorise une relation de long terme entre clients et institutions. La confiance, quant à elle, réduit la perception du risque et accroît la propension des individus à recourir aux services formels plutôt qu'aux circuits informels. Ces dimensions participent donc directement à la stabilité du système financier, en consolidant la fidélisation des clients et en limitant la volatilité des comportements économiques.

Ces constats confirment les travaux de Beck et al. (2007) et de Seifelyazal et al. (2023), qui montrent que la confiance joue un rôle de médiateur entre la qualité perçue et la durabilité du processus d'inclusion. Dans le contexte marocain, la confiance institutionnelle demeure un enjeu majeur, en particulier dans les zones rurales ou auprès des populations historiquement exclues du système bancaire formel. Une inclusion fondée sur la qualité des services, la transparence et la communication proactive des institutions permet non seulement de renforcer la satisfaction des clients, mais aussi de favoriser une inclusion plus équitable et résiliente, capable de résister aux aléas économiques et sociaux.

### **7.4. Implications pour les politiques publiques**

Les résultats de cette étude plaident en faveur d'une approche intégrée et systémique de l'inclusion financière au Maroc, reposant sur la complémentarité entre innovation technologique, éducation financière et renforcement institutionnel. L'inclusion durable ne peut se limiter à l'extension géographique des services bancaires ou à la digitalisation des transactions : elle nécessite une action coordonnée visant à renforcer la compréhension, la confiance et la participation active des citoyens au système financier formel. Dans cette optique, les pouvoirs publics et les institutions financières devraient intensifier les programmes d'éducation et de sensibilisation financière, en ciblant prioritairement les jeunes, les femmes et les populations rurales, souvent les plus touchés par l'exclusion économique. Ces actions doivent être accompagnées d'une politique de protection des consommateurs fondée sur la transparence, la clarté des coûts et la communication pédagogique, afin de garantir une inclusion équitable et responsable.

Parallèlement, la généralisation des services digitaux et le développement des fintech inclusives offrent de nouvelles perspectives pour renforcer la proximité et l'accessibilité des services financiers. Toutefois, ces innovations doivent s'inscrire dans un cadre réglementaire clair et équilibré, garantissant à la fois la sécurité des transactions et la confiance du public. Une coordination renforcée entre Bank Al-Maghrib, le Haut-Commissariat au Plan (HCP) et les acteurs privés du secteur financier apparaît indispensable pour suivre, évaluer et ajuster les politiques mises en œuvre. Une telle approche favoriserait une gouvernance plus cohérente, une meilleure allocation des ressources et, in fine, un développement économique inclusif et durable, en phase avec les objectifs de la SNIF et les priorités du Nouveau Modèle de Développement du Maroc.

## 8. Conclusion

L'inclusion financière s'impose aujourd'hui comme un pilier fondamental du développement économique et social, en particulier dans les pays émergents. Elle constitue un levier d'intégration économique, de réduction des inégalités et de promotion de l'entrepreneuriat. Dans le cas du Maroc, cette thématique a pris une dimension stratégique avec la mise en œuvre de la Stratégie Nationale d'Inclusion Financière (SNIF), portée par Bank Al-Maghrib et plusieurs acteurs publics et privés. Cette stratégie vise à renforcer l'accès aux services financiers formels tout en favorisant leur utilisation effective et leur adaptation aux besoins des populations vulnérables. Cependant, la question centrale demeure celle de la durabilité de cette inclusion, c'est-à-dire sa capacité à générer un impact réel et durable sur le bien-être économique et social des individus.

L'objectif de ce travail était précisément d'examiner la dynamique de cette inclusion financière au Maroc sur la période 2017–2024, en analysant ses déterminants et ses interactions internes à travers un modèle VAR. Cette approche économétrique a permis d'explorer les relations dynamiques entre les cinq dimensions essentielles de l'inclusion : l'accès, l'utilisation, la qualité des services, la confiance institutionnelle et la littératie financière. L'approche longitudinale retenue a offert la possibilité d'évaluer les tendances structurelles, les ruptures et les causalités croisées entre ces variables au fil du temps, contribuant ainsi à une meilleure compréhension des mécanismes sous-jacents à l'inclusion durable.

Les résultats obtenus montrent une amélioration notable de l'accès et de l'utilisation des services financiers, impulsée par la digitalisation, l'expansion du mobile banking et le développement des fintechs. Cependant, ces progrès quantitatifs demeurent insuffisants pour garantir une inclusion durable, car une grande partie des comptes ouverts restent inactifs ou peu utilisés. Cette situation confirme que la bancarisation, bien qu'indispensable, ne constitue qu'une étape initiale du processus d'inclusion. Comme l'ont souligné Demirgüç-Kunt et Klapper (2012) et Cámara & Tuesta (2014), l'inclusion financière ne se réduit pas à l'accès physique aux services, mais dépend de la capacité des individus à s'approprier et à utiliser ces services de manière continue et pertinente.

L'analyse des interactions entre les variables met également en évidence le rôle structurant de la littératie financière (LIT). Cette dernière apparaît comme un facteur transversal et durable, agissant positivement sur la qualité (QUA) et la confiance institutionnelle (CON). Les individus disposant de meilleures connaissances financières sont plus susceptibles de planifier leurs

dépenses, d'épargner, de recourir au crédit de manière responsable et de s'engager durablement dans le système financier formel. Ces résultats rejoignent ceux de Lusardi & Mitchell (2014) et d'Atkinson & Messy (2012), qui soulignent le lien étroit entre littératie et inclusion efficace. Dans le contexte marocain, ce constat justifie la nécessité de renforcer les programmes nationaux d'éducation financière, notamment auprès des jeunes, des femmes et des populations rurales.

La qualité perçue des services financiers et la confiance institutionnelle apparaissent également comme des leviers majeurs d'une inclusion durable. Les résultats du modèle VAR montrent que la transparence, la fiabilité et l'adéquation des produits financiers sont essentielles pour instaurer une relation stable avec les usagers. La confiance, lorsqu'elle est établie, agit comme un catalyseur de fidélisation et favorise la continuité de l'usage. Ces observations confirment les travaux de Beck et al. (2007) et de Seifelyazal et al. (2023), qui insistent sur le rôle des institutions dans la réduction des risques perçus et la création d'un climat de stabilité économique. Au Maroc, ces dimensions restent des priorités, notamment face à la défiance persistante d'une partie de la population envers le système bancaire formel.

L'étude met ainsi en lumière la nécessité d'une approche intégrée combinant innovation technologique, éducation financière et gouvernance institutionnelle. La digitalisation des services et la montée en puissance des fintechs offrent de nouvelles opportunités pour élargir la couverture financière, mais elles doivent s'accompagner d'un cadre réglementaire solide et d'une politique de protection des consommateurs. L'équilibre entre innovation et sécurité est crucial pour maintenir la confiance des usagers et éviter les risques d'exclusion numérique. De plus, la coordination entre Bank Al-Maghrib, le Haut-Commissariat au Plan (HCP) et les acteurs privés est essentielle pour évaluer les progrès et ajuster les stratégies publiques en faveur d'une inclusion plus équitable.

Sur le plan scientifique, cette recherche contribue à enrichir la littérature en proposant une lecture multidimensionnelle et dynamique de l'inclusion financière, articulant les apports des théories néoclassiques, néo-keynésiennes et institutionnalistes. Elle démontre que l'inclusion est un processus systémique, dans lequel les variables économiques (accès, usage), institutionnelles (confiance, régulation) et cognitives (littératie) interagissent de manière complémentaire. Empiriquement, le recours au modèle VAR a permis de modéliser ces interactions de manière robuste, offrant une vision plus fine des relations de causalité et de la temporalité des effets. Cette démarche méthodologique peut servir de référence pour d'autres pays confrontés à des défis similaires.

Certaines limites méritent d'être mentionnées. La période d'observation relativement courte et la disponibilité restreinte des données longitudinales ont pu réduire la précision statistique des estimations. De futures recherches pourraient approfondir l'analyse en mobilisant des modèles de panel dynamiques ou en intégrant des approches mixtes (quantitatives et qualitatives) afin d'explorer plus largement les déterminants sociaux, comportementaux et régionaux de l'inclusion. En dépit de ces limites, les résultats obtenus apportent des enseignements précieux : la durabilité de l'inclusion financière au Maroc repose sur la synergie entre accès, usage, qualité, confiance et littératie, mais aussi sur la volonté politique et institutionnelle de transformer cette inclusion en véritable levier de croissance économique, d'équité sociale et de cohésion nationale.

## 9. Références bibliographiques :

- Allen, F., Demirguc-Kunt, A., Klapper, L., & Martinez Peria, M. S. (2016). The foundations of financial inclusion : Understanding ownership and use of formal accounts. *Journal of Financial Intermediation*, 27, 1-30. <https://doi.org/10.1016/j.jfi.2015.12.003>
- Atkinson, A., & Messy, F.-A. (2012). *Measuring Financial Literacy : Results of the OECD / International Network on Financial Education (INFE) Pilot Study*. <https://doi.org/10.1787/20797117>
- Beck, T., & Demirguc-Kunt, A. (2009). *Financial Institutions And Markets Across Countries And Over Time—Data And Analysis*. The World Bank. <https://doi.org/10.1596/1813-9450-4943>
- Beck, T., Demirguc-Kunt, A., & Honohan, P. (2009). Access to Financial Services : Measurement, Impact, and Policies. *The World Bank Research Observer*, 24(1), 119-145. <https://doi.org/10.1093/wbro/lkn008>
- Beck, T., Demirgüç-Kunt, A., & Levine, R. (2007). Finance, Inequality and the Poor. *Journal of Economic Growth*, 12(1), 27-49.
- Beck, T., Demirguc-Kunt, A., & Martinez Peria, M. S. (2007). Reaching out : Access to and use of banking services across countries. *Journal of Financial Economics*, 85(1), 234-266. <https://doi.org/10.1016/j.jfineco.2006.07.002>
- Bruhn, M., & Love, I. (2014). The Real Impact of Improved Access to Finance : Evidence from Mexico. *The Journal of Finance*, 69(3), 1347-1376. <https://doi.org/10.1111/jofi.12091>
- Cámara, N., & Tuesta, D. (2014). *Measuring Financial Inclusion : A Multidimensional Index* (SSRN Scholarly Paper No. 2634616). <https://doi.org/10.2139/ssrn.2634616>
- Collins, D., Morduch, J., Rutherford, S., & Ruthven, O. (2009). Portfolios of the Poor : How the World's Poor Live on 30 cloth. *Ethics & International Affairs*, 23(4), 431-432. [https://doi.org/10.1111/j.1747-7093.2009.00237\\_2.x](https://doi.org/10.1111/j.1747-7093.2009.00237_2.x)
- Demirgüç-Kunt, A., Anginer, D., & Mare, D. S. (2018). Bank capital, institutional environment and systemic stability. *Journal of Financial Stability*, 37, 97-106. <https://doi.org/10.1016/j.jfs.2018.06.001>
- Demirgüç-Kunt, A., & Klapper, L. (2012). *Financial Inclusion in Africa : An Overview*. The World Bank. <https://doi.org/10.1596/1813-9450-6088>
- Demirguc-Kunt, A., Klapper, L., & Randall, D. (2013). *Finance Islamique et Inclusion Financière*. 45.
- Demirguc-Kunt, A., Klapper, L., Singer, D., Ansar, S., & Hess, J. (2018). *The Global Findex Database 2017 : Measuring Financial Inclusion and the Fintech Revolution*. Washington, DC: World Bank. <https://doi.org/10.1596/978-1-4648-1259-0>
- Guba, E. G., & Lincoln, Y. A. S. (1994). *Competing Paradigms in Qualitative Research*.
- Kuhn, T. S. (1962). *The structure of scientific revolutions* (2. ed., enlarged, 21. print). Univ. of Chicago Press.

Lenton, P., & Mosley, P. (2012). *Financial Exclusion and the Poverty Trap* | Request PDF. [https://www.researchgate.net/publication/245023914\\_Financial\\_Exclusion\\_and\\_the\\_Poverty\\_Trap](https://www.researchgate.net/publication/245023914_Financial_Exclusion_and_the_Poverty_Trap)

Marshall, A. (1890). Principles of Economics. *Principles of Economics*.

North, D. C. (1990). *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*. Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/CBO9780511808678>

Paulin, D. D. G., Albert, V., & Daniel, N. N. Y. (2025). Financial Inclusion and Foreign Direct Investment in Sub-Saharan Africa. *Modern Economy*, 16(01), 58-80. <https://doi.org/10.4236/me.2025.161003>

Popper, K. (1959). *Karl Popper : The Logic of Scientific Discovery*.

Salazar-Cantú, J., Jaramillo-Garza, J., & Rosa, B. Á.-D. L. (2015). Financial Inclusion and Income Inequality in Mexican Municipalities. *Open Journal of Social Sciences*, 03(12), 29-43. <https://doi.org/10.4236/jss.2015.312004>

Sarma, M. (2008). *Index of Financial Inclusion*.

Seifelyazal, M., Salaheldin, A., & Assem, M. (2023). The Impact of Financial Inclusion on Income Inequality. *Open Journal of Social Sciences*, 11(06), 255-274. <https://doi.org/10.4236/jss.2023.116018>

Smith, A. (1776). *La richesse des nations*.

Stiglitz, J., & Weiss, A. (1983). *Incentive Effects of Terminations : Applications to the Credit and Labor Markets on JSTOR*. <https://www.jstor.org/stable/1814662>

Ussif, R. (2025). Financial Inclusion in Ghana : Financial Technology Improving Access to Finance for Mobile Money Enterprises. *Open Journal of Business and Management*, 13(01), 49-70. <https://doi.org/10.4236/ojbm.2025.131004>